

Monsieur Patrick DEVEDJIAN
Président
Conseil général des Hauts-de-Seine
Hôtel du Département
2-16, boulevard Soufflot
92015 Nanterre Cedex

Nanterre, le 23 février 2012

Monsieur le Président,

Nous avons lu avec effroi et effarement l'article de Médiapart en date du 21 février, article dans lequel une journaliste, infiltrée au sein du Front national, indique avoir été reçue par le Maire du Plessis Robinson, par ailleurs Vice-président du Conseil général des Hauts de Seine en charge du Développement durable, de l'Aménagement du territoire et de l'Egalité des chances.

Le Maire du Plessis Robinson lui aurait alors affirmé : *"Je participe aux commissions d'attribution des logements sociaux à l'office départemental des Hauts-de-Seine. Et je peux vous dire qu'au Plessis, il n'y a pas beaucoup d'Arabes. Je fais très gaffe. "*

La discrimination en France de citoyens au motif de leur origine, qu'elle soit ethnique, géographique, culturelle ou encore religieuse dans l'attribution de logements est constitutive d'un délit.

C'est pourquoi, au titre de l'article 40 du code pénal, Martine GOURIET, au nom du groupe socialiste, a saisi le Procureur de Nanterre. Elle lui a demandé de procéder immédiatement à l'ouverture d'une enquête afin de faire toute la lumière sur ces allégations d'une extrême gravité.

Par ailleurs, nous vous demandons de prendre toutes les mesures nécessaires face à ce comportement inadmissible, s'il était avéré, d'un des Vice-présidents de notre assemblée.

Nous souhaitons également que vous nous indiquiez quels sont les critères d'attribution au sein de l'office départemental et que vous vous assuriez qu'aucune discrimination d'aucune sorte n'est pratiquée.

Nous vous prions d'agréer, Monsieur le Président, nos salutations distinguées.

Martine GOURIET Luc BERARD de MALAVAS Pascal BUCHET

Gilles CATOIRE Guy JANVIER Jean-André LASSERRE

Bernard LUCAS